

# Les droits humains bafoués

## Les responsabilités des entreprises de tabac et du gouvernement suisse face à l'épidémie de tabagisme

### En bref

Lutter contre le tabagisme s'inscrit dans une démarche de défense des droits humains, en particulier des droits à la santé et à un environnement sain, ainsi que des droits des enfants. Bien que le lien entre industrie du tabac et violation des droits humains soit encore peu reconnu, il gagne en importance dans le débat public. Cette nouvelle perspective permet de renforcer la lutte contre l'épidémie de tabagisme, largement due à une industrie du tabac très influente, surtout en Suisse.<sup>1</sup> Le cadre des droits humains permet de dépasser la simple dimension sanitaire de la lutte antitabac.<sup>2</sup>

Tandis que les multinationales du tabac cherchent à instrumentaliser la notion de droits humains pour légitimer leurs activités,<sup>3,4</sup> les instances internationales affirment clairement que la production et la vente de tabac sont incompatibles avec le respect de ces droits fondamentaux.<sup>5,6</sup> En Suisse et à l'étranger, l'industrie du tabac s'efforce en effet de miner les politiques de prévention,<sup>7</sup> ciblant particulièrement les enfants et les jeunes dans ses stratégies marketing,<sup>8,9</sup> tout en contribuant significativement à la dégradation de l'environnement.<sup>10</sup>

Les droits à la vie et à la santé, ainsi que d'autres droits fondamentaux, sont pourtant solidement ancrés dans des traités internationaux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), tous ratifiés par la Suisse<sup>11</sup>. La Suisse s'est ainsi engagée à protéger et à promouvoir ces droits. Mais ce n'est pas le cas en ce qui concerne le tabac. Le fait que la Suisse ne mette pas en œuvre des politiques de prévention du tabagisme dont l'efficacité est scientifiquement reconnue et qui sont préconisées par toutes les autorités de santé publique, ou, en d'autres termes, le fait que la Suisse ne protège pas la santé de sa population contre les effets dévastateurs du tabac, constitue une violation manifeste de ces obligations internationales.<sup>12</sup> De plus, en offrant un cadre favorable aux multinationales du tabac, la Confédération se rend complice des violations des droits humains perpétrées par ces entreprises en Suisse et dans le monde, notamment dans les pays à faible revenu, déjà touchés par des problèmes de pauvreté et d'accès aux services de soins de base.<sup>13,14</sup>

Il est essentiel que l'État prenne ses responsabilités en mettant en œuvre des politiques de prévention du tabagisme efficaces conformes aux recommandations de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée mais pas encore ratifiée. Ces mesures sont essentielles afin de protéger le droit à la santé, le droit à un environnement sain et les droits des enfants.

---

<sup>1</sup> Tobacco Global Index. <https://globaltobaccoindex.org/fr>

<sup>2</sup> Comité National Contre le Tabagisme. Lutter contre l'épidémie tabagique pour renforcer les droits humains. <https://cnct.fr/plaidoyers/lutter-contre-lepidemie-tabagique-pour-renforcer-les-droits-humains/>

<sup>3</sup> Philip Morris International. (2024). Respect human rights. <https://www.pmi.com/sustainability/fundamentals/respect-human-rights>

<sup>4</sup> British American Tobacco. Human rights and modern slavery. <https://www.bat.com/sustainability-and-esg/social-impact/human-rights-and-modern-slavery>

<sup>5</sup> United Nations Global Compact. Frequently Asked Questions. <https://unglobalcompact.org/about/faq>

<sup>6</sup> Buess, M., Schilter, D., Schneider, T., Maurer, M., Borer, H., Thurnheer, R., Köhler, E., Junker, L., Jahn, K., Grob, M., Rüdiger, J., Geiser, T., Helfenstein, E., Solèr, M., Fiechter, R., Sigrist, T., Brun, P., Barandun, J., Koltai, E., López-Campos, J. L., ... Stolz, D. (2017). Treatment of COPD Exacerbation in Switzerland: Results and Recommendations of the European COPD Audit. *Respiration; international review of thoracic diseases*, 94(4), 355–365. <https://doi.org/10.1159/000477911>

<sup>7</sup> Turuban P. (2022). La Suisse est l'un des pays où le lobby du tabac est le plus influent. Swissinfo.ch. <https://www.swissinfo.ch/fre/politique/la-suisse-est-l-un-des-pays-o%C3%B9-le-lobby-du-tabac-est-le-plus-influent/47309830>

<sup>8</sup> National Cancer Institute. (2008). The Role of the Media in Promoting and Reducing Tobacco Use. Tobacco Control Monograph No. 19. U.S. Department of Health and Human Services, National Institutes of Health, National Cancer Institute. [https://cancercontrol.cancer.gov/sites/default/files/2020-08/m19\\_complete.pdf](https://cancercontrol.cancer.gov/sites/default/files/2020-08/m19_complete.pdf)

<sup>9</sup> Canevascini, M., Kuendig, H., Perrin, H., & Véron, C. (2014). Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande, 2013-2014. <https://observatoire-marketing-tabac.ch/>

<sup>10</sup> World Health Organization. (2022). Tobacco: poisoning our planet. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240051287>

<sup>11</sup> UN Treaty Body Database. [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?Lang=en)

<sup>12</sup> Nations Unies. (2000). Questions de fonds concernant la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. [https://digitallibrary.un.org/record/425041/files/E\\_C.12\\_2000\\_4-FR.pdf?ln=en](https://digitallibrary.un.org/record/425041/files/E_C.12_2000_4-FR.pdf?ln=en)

<sup>13</sup> Maurisse M. (2019). Les cigarettes suisses font un tabac en Afrique. Public Eye. <https://stories.publiceye.ch/tabac/>

<sup>14</sup> Campaign for Tobacco-Free Kids. (2016). Global Legal Center. Litigation Spotlight: Philip Morris v. Uruguay. <https://www.tobaccofreekids.org/what-we-do/global/legal/trade-and-investment/philip-morris-v-uruguay#:~:text=Costs%3A%20The%20government%20of%20Uruguay,arbitration%20costs%20were%20%241.5%20million>